

530.1

le grève de novembre 1979, lors de cinquante-deux membres de milliers de personnes dans les rues de Téhéran : « Marg bar

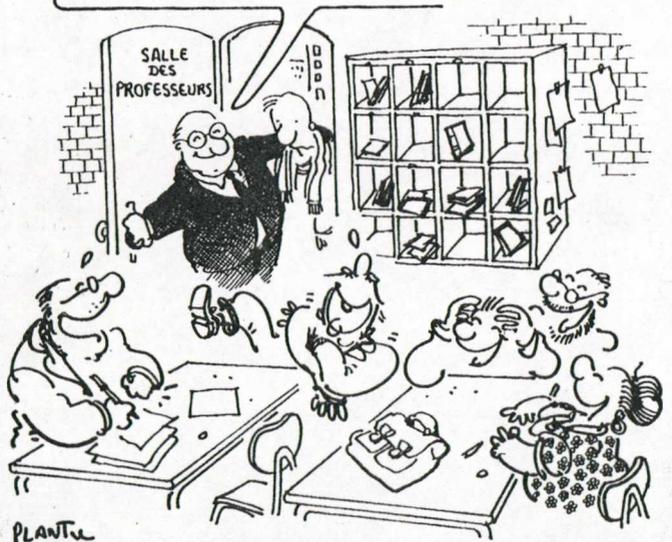
et nos informations page 7

Lire page 8 l'article de PASCALE ROBERT-DIARD

ÉDUCATION ♦ CAMPUS

« Sauve qui peut les profs... »

JE VOUS PRÉSENTE NOTRE NOUVEL AUXILIAIRE !...
IL DEMANDE QUAND IL SERA PAYÉ !



Lire page 13 la suite de l'enquête sur le malaise des enseignants et page 40 les informations sur les manifestations et la grève dans l'éducation nationale

Trois défis pour la nouvelle Turquie

Le gouvernement Demirel entre les difficultés économiques, le problème kurde et l'Europe sans URSS

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

Regard d'aigle bilieux chez l'un et sourire béat chez l'autre : le contraste ne saurait être plus net entre les deux portraits, souvent accrochés face à face dans les bâtiments publics, d'Atatürk et de Turgut Ozal. C'est à se demander si la contemplation muette, à longueur de journée, du triple menton de son actuel successeur, premier à ce poste à avoir accompli le pèlerinage de La Mecque, ne contribue pas à expliquer, avec la cirrhose à laquelle il a succombé, le rictus posthume du très laïc fondateur de la Turquie moderne.

Vivement attaqué sur le mauvais état des finances publiques et le trop bon état de celles de sa famille, le successeur en question a subi un lourd échec aux législatives du 18 octobre dernier, les plus libres, personne ne le conteste, qu'ait jamais connues le pays.

Malgré une loi électorale fort compliquée qui, pour favoriser le parti au pouvoir, prive de toute représentation les formations ayant recueilli moins de 10 % des suffrages, son Parti de la mère patrie (ANAP) n'en a obtenu que 24,01 %, avec 115 élus... Mais, s'il est en tête, son principal adversaire, le parti conservateur dit de la « juste voie » (DYP), n'en a eu

de son côté que 27,3 %, soit 178 élus.

Appelé à constituer le gouvernement, son chef, Soleyman Demirel, a donc dû se chercher les alliés sans lesquels il ne pouvait avoir de majorité au Parlement. La tâche était si difficile qu'il lui aura fallu près d'un mois pour trouver ses ministres. En effet :

a) Demirel-Baba - le Père, pour ses compatriotes - n'est pas précisément un nouveau venu. A soixante-sept ans, il est vrai très bien portés, c'est la septième fois qu'il prend la tête d'un gouvernement.

ANDRÉ FONTAINE

Lire la suite page 4

L'Europe avant Maastricht

L'Allemagne européenne en question par DANIEL VERNET

COLLECTION "FORCE 10"

Clips d'oreille : 21.500 F

Câble marin d'acier, or et diamants.

Demain dans «le Monde»

Les nouveaux rendez-vous du Portugal

Sous le titre « Les nouveaux rendez-vous de l'Histoire », le Monde publiera dans son numéro daté vendredi 6 décembre un supplément de huit pages consacré au Portu-

Trois défis pour la nouvelle Turquie

Suite de la première page

Or il faut savoir qu'il a été par deux fois écarté du pouvoir par les militaires, mis en résidence surveillée pendant trois ans, et longtemps interdit de toute activité publique.

C'est assez pour qu'il garde un chien de sa chienne à Ozal, ingénieur devenu ministre des finances en 1983, puis premier ministre en 1987, par la grâce de l'armée, avant de se faire nommer à la tête de l'Etat, en 1989, par un Parlement à sa dévotion. Aussi bien n'avait-il pas caché, avant le scrutin de cette année, sa ferme intention de retirer au président de la République, souvent surnommé « le sultan » en raison de son autoritarisme et de son népotisme, « sa couronne, son trône et tout le reste ». Il écartait toute idée d'aller lui rendre visite ou même de lui serrer la main.

La destitution impossible

b) Déposer le chef de l'Etat supposerait cependant une révision constitutionnelle. Or celle-ci requiert les deux tiers des voix des députés, qui sont 450 au total. Le parti d'Ozal n'ayant évidemment pas l'intention d'encourager une telle opération, et aucune des formations représentées au Parlement n'étant assez nombreuse pour fournir à elle seule l'apport nécessaire à la destitution, celle-ci ne serait possible qu'avec l'accord et du Parti social-démocrate du peuple (SHP) d'Ervan İnönü, fils du lieutenant et premier successeur d'Atatürk (88 élus), et du Parti de la prospérité (RP) de l'islamiste Necmettin Erbakan (62 élus).

Grâce à son alliance contre nature avec l'extrême droite du colonel Türkeş, la formation intégriste a réuni 16,9 % des suffrages, c'est-à-dire 1 % de plus qu'en 1987 : beaucoup moins que ce que l'on aurait pu redouter, à voir dans les rues le nombre de femmes enfouies dans des tchadors ou de disgracieux cache-poussière à faire se retourner Atatürk dans sa tombe. A voir aussi, notamment à Ankara, d'innombrables mosquées surgir du sol.

C'est que le RP n'est pas une simple réplique du FIS algérien. La différence des appellations suffit à le prouver : Front islamique du salut, d'un côté, Parti de la prospérité, de l'autre. Il met moins l'accent sur la religion que sur la suppression des impôts et la lutte contre la corruption. Pour l'*Economist* de Londres, son chef, qui porte veston et cravate, fait davantage penser à un « ours en peluche » qu'à un « mollah fou ». Quant à

diable d'homme est qu'il a joué un rôle décisif, en quelques années, dans la modernisation de la Turquie. Dans sa modernisation économique, pour commencer. Mais aussi dans sa modernisation politique, notamment en esquissant, sur le grave problème kurde, un virage qu'il n'est sans doute plus au pouvoir de personne de remettre en question. On y reviendra plus loin.

c) L'alliance avec les sociaux-démocrates ne sera pas facile à maintenir. A Istanbul et à Izmir, dont ils détiennent les mairies, ils ont subi un grave revers électoral que tout le monde impute à leur gestion par trop laxiste, responsable, à entendre leurs adversaires, de la congestion du trafic automobile, de la pollution et de graves perturbations, il y a quelque temps, dans la



distribution de l'eau. Leur président İnönü, aujourd'hui vice-premier ministre, est fortement contesté à l'intérieur de son propre parti. Celui-ci tiendra en décembre un congrès extraordinaire qui pourrait bien le remplacer par son rival Deniz Baykal.

L'heure de l'austérité

d) Il s'y ajoute qu'après huit années de croissance ininterrompue la situation économique héritée par Demirel n'est pas brillante. La dette extérieure atteint 44 milliards de dollars, le taux d'inflation 70 %, les taux d'intérêt 100 %. Le déficit budgétaire avoisine 12 % du PNB. Il a fallu dévaluer la lira, la mon-

Grecs et juifs (1) en minorités, mais considère qu'à l'opposé de l'Empire ottoman, qui était multinational, la République kémaliste constitue un ensemble homogène, au sein duquel les Kurdes - vingt pour cent de la population - sont des Turcs comme les autres, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs.

La majorité des Kurdes de Turquie acceptent cette manière de voir, et nombre d'entre eux occupent des postes de premier plan dans la société, la politique ou l'armée : le général Gürsel, ancien président de la République, était Kurde. Kurde aussi, bien que de mère belge, Kamran İnân, ministre d'Etat du précédent gouvernement, dont le père avait péri en se battant contre les troupes d'Atatürk : il n'y a pas nationaliste turc plus convaincu. L'un des deux principaux dirigeants kurdes d'Irak, Jalal Talabani, n'hésite pas aujourd'hui à donner en exemple la position d'Ankara et à maintenir dans cette ville une représentation officielle.

Reste qu'une appréciable minorité de Kurdes, particulièrement dans les provinces misérables du Sud-Est, refusent toute assimilation

défis auxquels doit aujourd'hui faire face la Turquie : la politique extérieure. Longtemps elle a été un avant-poste des Etats-Unis dans leur résistance à l'expansionnisme soviétique et au nationalisme arabe. Aujourd'hui, l'URSS est à terre, et aucun leader n'a encore repris à Saddam Hussein le flambeau de Saladin. C'est assez pour que le ministre (kurde) susmentionné ait pu déclarer devant nous que « l'avenir sourit » à son pays. Dès à présent se dessine une compétition au couteau avec l'Iran fondamentaliste, pour qui le laïcisme kémaliste demeure l'ennemi principal, à propos des Républiques musulmanes de l'ex-URSS, où cohabitent plutôt mal que bien turcophones et persophones, sunnites et chiites.

La Turquie a, premier des Etats membres des Nations unies, reconnu l'indépendance de l'Azerbaïdjan, dont le président a été reçu en visite officielle et qui envisage de renoncer aux caractères cyrilliques pour adopter la transcription turque de sa langue.

Le président du Kirghizstan est attendu lui aussi bientôt : il a déjà déclaré qu'il trouvait le système politique turc très à son goût, en rapport avec les valeurs et la manière de penser de son peuple.

En dépit du mauvais souvenir d'un génocide qu'on se refuse toujours à reconnaître, même si l'on n'hésite pas, à l'heure des confidences, à en rejeter la responsabilité sur les Kurdes, les contacts se multiplient enfin avec l'Arménie chrétienne, où l'on est convaincu de pouvoir faire de bonnes affaires. Le territoire turc a beau être situé à 95 % en Asie, les dirigeants sont cependant unanimes, à part les fondamentalistes, à poser en principe que l'avenir du pays est d'abord en Europe.

Déjà, la survie du gouvernement bulgare dépend du vote favorable des représentants d'une minorité turque dont ses prédécesseurs n'avaient jusqu'à l'existence. Plus que jamais Ankara pousse sa candidature à la CEE, dont elle attend une aide décisive dans la poursuite d'une modernisation aujourd'hui très avancée : raison de plus pour essayer de traiter humainement le problème kurde et d'esquisser un très timide désir d'ouverture dans l'affaire de Chypre.

Bien entendu, la tragédie yougoslave précède grandement les Turcs, quand ce ne serait que parce qu'en Bosnie et au Kosovo se trouvent de nombreux musulmans qui risquent de s'y trouver tôt ou tard impliqués. S'y ajoutent des craintes à l'égard de l'Allemagne, soupçonnée, à l'occasion, de vouloir établir à son profit en Croatie et en Slovénie une réédition de l'Empire des Habsbourg, ennemi séculaire, comme chacun sait, de celui des Ottomans. De là à suggérer un retour à l'alliance de François I^{er} avec Soliman le Magnifique, il n'y a qu'un pas, que tel ou tel n'a pas hésité devant nous à

Des vues très voisines sont exprimées par une formation qui, en s'alliant avec le Parti social-démocrate, membre, on l'a dit, de la nouvelle coalition, a réussi à envoyer 22 députés dans le Parlement élu le 18 octobre dernier.

ervantes et une tione rrière
subie loin nani- r en Penh tran- s'ac- sure, hent aux illan- undi » à la « ent », ic de vrier, » de soire dge) les taller fferts les tou- x, ce ace : plus, prise teurs gé à : ne ution
ONTI
mili- ds en e de y) a, rna- (CR) uca-
vic- t de ants mier ental mai em- fitra ndi-
s la un é au 'une 'ing- ardi i en (...) Les at à 'gah sikh tion

mations représentées au Parlement n'étant assez nombreuse pour fournir à elle seule l'apport nécessaire à la destitution, celle-ci ne serait possible qu'avec l'accord et du Parti social-démocrate du peuple (SHP) d'Ervan İnönü, fils du lieutenant et premier successeur d'Atatürk (88 élus), et du Parti de la prospérité (RP) de l'islamiste Necmettin Erbakan (62 élus).

Grâce à son alliance contre nature avec l'extrême droite du colonel Türkes, la formation intégriste a réuni 16,9 % des suffrages, c'est-à-dire 1 % de plus qu'en 1987 : beaucoup moins que ce que l'on aurait pu redouter, à voir dans les rues le nombre de femmes enfouies dans des tchadors ou de disgracieux cache-poussière à faire se retourner Atatürk dans sa tombe. A voir aussi, notamment à Ankara, d'innombrables mosquées surgir du sol.

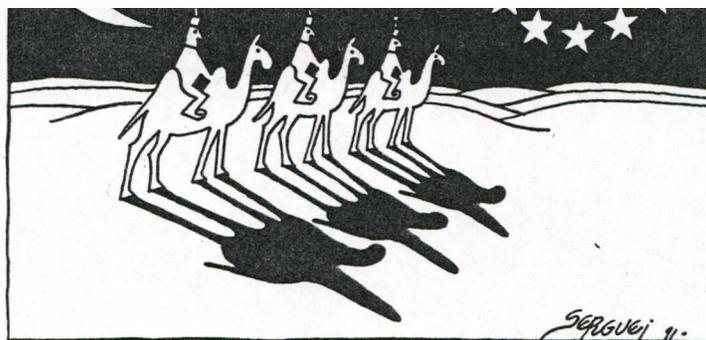
C'est que le RP n'est pas une simple réplique du FIS algérien. La différence des appellations suffit à le prouver : Front islamique du salut, d'un côté, Parti de la prospérité, de l'autre. Il met moins l'accent sur la religion que sur la suppression des impôts et la lutte contre la corruption. Pour l'*Economist* de Londres, son chef, qui porte veston et cravate, fait davantage penser à un « ours en peluche » qu'à un « mollah fou ». Quant à son complice Türkes, auquel on attribue un rôle majeur dans le terrorisme qui a jadis ensanglanté la Turquie et provoqué le coup d'Etat militaire de septembre 1980, il a maintenant soixante-quatorze ans et ne serait plus guère, toujours selon l'*Economist*, qu'un « volcan éteint ».

Beaucoup a certes été remis en cause de l'héritage kémaliste. Depuis 1950, la prière est chantée en arabe, et l'on va tout naturellement à la mosquée pour se marier ou se faire enterrer. Les partis patronnent des cérémonies collectives de circoncision, et le ralliement à Demirel du champion de l'opération, jusque-là partisan affiché d'Ozal, a été un événement. Mais la Turquie reste, avec la Malaisie, le plus laïque de tous les pays islamiques, celui où personne ne s'étonne de voir des femmes, y compris celle du chef de l'Etat, boire de l'alcool ou fumer en public.

La passion intégriste qui a tant sévi ailleurs paraît ici singulièrement amortie, et l'on en vient à se demander si la grande vague qui semblait devoir balayer l'Orient et le Maghreb n'a pas aujourd'hui atteint sa limite : les élections qui sont supposées se dérouler à la fin décembre en Algérie devraient permettre de déterminer si ce sentiment est ou non fondé.

De toute façon, si d'aventure Demirel avait envisagé, pour assouvir sa vengeance, de s'appuyer sur les islamistes, avec lesquels il lui est d'ailleurs jadis arrivé de collaborer dans le passé, il en aurait été empêché par son allié obligé social-démocrate, gardien, s'il en est, du kémalisme pur et dur. Il a donc agi sagement en renvoyant à plus tard la question de la destitution du président, lequel a bien voulu de son côté reconnaître sa défaite et promettre de se tenir tranquille pendant les cinq ans que doit encore durer son mandat. Tiendra-t-il parole ? C'est une autre question.

Le moins qu'on puisse dire de ce



distribution de l'eau. Leur président İnönü, aujourd'hui vice-premier ministre, est fortement contesté à l'intérieur de son propre parti. Celui-ci tiendra en décembre un congrès extraordinaire qui pourrait bien le remplacer par son rival Deniz Baykal.

L'heure de l'austérité

d) Il s'y ajoute qu'après huit années de croissance ininterrompue la situation économique héritée par Demirel n'est pas brillante. La dette extérieure atteint 44 milliards de dollars, le taux d'inflation 70 %, les taux d'intérêt 100 %. Le déficit budgétaire avoisine 12 % du PNB. Il a fallu dévaluer la lira, la monnaie nationale, de 26,9 % au début de l'année. Le chômage frappe 40 % des moins de 25 ans, 23 % de la tranche des 25/30 ans.

Alors que l'abaissement massif des droits de douane entraînait un fort accroissement des importations, la guerre du Golfe a en effet brutalement privé le pays des revenus de l'oléoduc d'Irak, et réduit à presque rien le tourisme, pour lequel d'énormes capitaux avaient été investis, notamment sur la côte sud. S'il a nettement repris à l'autonne, c'est en partie du fait des combats en Yougoslavie, qui détournent les Allemands de l'Adriatique. Mais la récession mondiale fait peser un doute sur la saison prochaine, et le tourisme ne saurait de toute façon suffire à lui seul à rééquilibrer les finances nationales.

La nécessité d'une politique d'austérité, impliquant notamment des coupes sévères dans les budgets ministériels, et une fiscalité un peu moins laxiste, a été admise par les deux partenaires de la nouvelle coalition. De même sera poursuivie la politique d'ouverture du marché. La Bourse d'Istanbul a accueilli très favorablement ce programme. Est-il suffisant ? Combien de temps le Parti social-démocrate peut-il le cautionner sans que soient prises des mesures en faveur des plus défavorisés ? Le fait est que chacun y a mis du sien, conscient de la nécessité pour la Turquie de donner, dans la conjoncture présente, l'impression d'un maximum de sérieux.

Les Kurdes autorisés à parler kurde

e) Le redressement de l'économie n'est pas le seul défi auquel doit faire face le nouveau gouvernement. Les suites de la guerre d'Irak et l'afflux aux frontières de dizaines de milliers de réfugiés de ce pays ont changé les données du problème kurde.

La Turquie officielle en a longtemps, trop longtemps, contesté l'existence. Elle traite Arméniens,

et réclament le droit, comme leurs frères d'Irak, à l'autodétermination. Le Parti populaire kurde, marxiste-léniniste et illégal, multiplie les actions armées, aussi bien contre les forces de l'ordre que contre les « collaborateurs » : le bilan des morts, en trois ans, serait de l'ordre de 7 000. La répression est très brutale, et plusieurs milliers de séparatistes sont encore détenus dans des conditions qui ont plus d'une fois motivé les protestations d'Amnesty International.

Des vues très voisines sont exprimées par une formation qui, en s'alliant avec le Parti social-démocrate, membre, on l'a dit, de la nouvelle coalition, a réussi à envoyer 22 députés dans le Parlement élu le 18 octobre dernier. C'est assez pour convaincre le nouveau premier ministre, traditionnellement très antikurde, de l'impossibilité de remettre en cause la révision déshonorante opérée par Ozal, qui a reconnu, il y a quelques mois, le droit des Kurdes à parler leur langue. Le fait est en tout cas que, alors qu'il y a peu de temps encore le langage officiel veillait à ne jamais employer le mot « kurde » ; il figure constamment à présent à la « une » des journaux.

Priorité à l'Europe

Le délai de garde à vue va être ramené de quarante-cinq jours à quarante-huit heures. Un ministère des droits de l'homme a été créé, et celui des affaires étrangères confié à un Kurde modéré. L'idée est de couper le mouvement indépendantiste de ses racines en allant au-devant des revendications de nature culturelle et économique, tout en essayant de briser sur le terrain les actions terroristes. C'est plus facile à dire qu'à faire, d'autant plus que les séparatistes ne sont pas sans bénéficier de certaines aides étrangères.

f) On arrive ainsi au dernier des

à 95 % en Asie, les dirigeants ont cependant unanimes, à part les fondamentalistes, à poser en principe que l'avenir du pays est d'abord en Europe.

Déjà, la survie du gouvernement bulgare dépend du vote favorable des représentants d'une minorité turque dont ses prédécesseurs n'avaient jusqu'à l'existence. Plus que jamais Ankara pousse sa candidature à la CEE, dont elle attend une aide décisive dans la poursuite d'une modernisation aujourd'hui très avancée : raison de plus pour essayer de traiter humainement le problème kurde et d'esquisser un très timide désir d'ouverture dans l'affaire de Chypre.

Bien entendu, la tragédie yougoslave préoccupe grandement les Turcs, quand ce ne serait que parce qu'en Bosnie et au Kosovo se trouvent de nombreux musulmans qui risquent de s'y trouver tôt ou tard impliqués. S'y ajoutent des craintes à l'égard de l'Allemagne, soupçonnée, à l'occasion, de vouloir établir à son profit en Croatie et en Slovénie une réédition de l'Empire des Habsbourg, ennemi séculaire, comme chacun sait, de celui des Ottomans. De là à suggérer un retour à l'alliance de François I^{er} avec Soliman le Magnifique, il n'y a qu'un pas, que tel ou tel n'a pas hésité devant nous à franchir.

Il serait surprenant que François Mitterrand, qui est attendu à brève échéance en Turquie, ne s'entende pas tenir des propos analogues. Il trouvera en tout cas un pays dynamique, très bien disposé à notre égard, où l'on n'a jamais autant parlé et enseigné notre langue, et où l'on projette même de créer une université française. Le poids de la France dans les affaires du monde n'est pas tel, à l'heure présente, que l'on puisse ignorer une telle disponibilité, conforme au demeurant à une tradition dont les rives du Bosphore et de la Corne d'Or regorgent de souvenirs qui, autant qu'à l'œil, parlent au cœur.

ANDRÉ FONTAINE

(1) Peu nombreuse - 26 000 personnes au total, - la communauté juive de Turquie se targue d'être l'une des rares au monde à n'avoir jamais été persécutée. Aussi bien le sultan a-t-il été l'une des premières personnalités auxquelles Theodor Herzl ait exposé, en pleine affaire Dreyfus, son projet d'Etat juif. C'est ce qui explique que ladite communauté s'apprette à célébrer le cinq centième anniversaire de l'expulsion des juifs d'Espagne comme celui non pas d'une épreuve, mais du départ de l'aventure qui a conduit ses ancêtres vers de paisibles rivages.

(Publicité)

AU TOGO, L'ESPOIR SERA-T-IL ASSASSINÉ ?

La communauté internationale, le monde démocratique, les hommes épris de justice et de paix, laisseront-ils massacrer les Togolais et arrêter leur marche vers la liberté.

Certaines puissances plus que les autres portent une responsabilité historique dans la tragédie imposée au Togo.

Nous lançons un appel pressant et angoissé pour que tous les moyens :

- Les vies humaines soient préservées ;
- Les aventuriers soient mis hors d'état de nuire ;
- La transition démocratique puisse reprendre son cours.

Ne laissons pas une fois de plus assassiner l'espoir.
Collectif des Togolais vivant dans la région Antille-Guyane et Africains démocrates vivant à la Martinique.

Docteur QUIST, clinique Saint-Joseph,
FORT-DE-FRANCE - MARTINIQUE.